

LE PROLETAIRE

Parti Communiste International

Grande-Bretagne:

En dépit de toutes les difficultés et obstacles – brutalité des conservateurs, hostilité des travaillistes, trahison syndicale – les prolétaires se mobilisent pour la défense de leurs intérêts

LE BERCEAU DU CAPITALISME DUREMENT TOUCHÉ PAR LA CRISE MONDIALE

L'état de tension dans lequel est entré le capitalisme mondial depuis quelques années s'explique par sa nature même. Cette économie de l'anarchie, de la concurrence, de la compétition, de la confrontation permanente, parvenue à un certain stade d'évolution de toutes ses contradictions et antagonismes se lézarde dangereusement et fini par éclater sous toutes ces pressions. La crise de la Covid comme la guerre impérialiste en Ukraine se sont conjuguées pour plonger le capitalisme déjà en souffrance dans une crise du niveau des années 1975, avec comme décor non pas la fin des années d'expansion dites les «trente glorieuses» par les économistes bourgeois, mais le début d'une période bien plus lugubre où la guerre armée et impérialiste succède à la guerre économique exacerbée d'avant, différence qui n'est pas insignifiante.

La Grande-Bretagne, au capitalisme libéral «pur et dur» par tradition séculaire, souffrait déjà du Brexit qui lui aurait fait perdre 3 ou 4 % de son PIB annuel (1) a plus que d'autres reçu de plein fouet les effets de la crise entraînant une hausse de tous les prix digne des plus grandes crises capitalistes de l'histoire.

Déjà le 1^{er} avril 2022, le «Bleak Friday» («le vendredi sombre»), les factures de gaz augmentaient en moyenne pour les prolétaires de 708 Livres (env. 800€) sur l'année, soit 50 % d'augmentation. A cette même date trimestrielle, les taxes sur le logement augmentaient de 3,5% et les charges sociales sur les salaires grimpaient de 1,5%. Les opérateurs téléphoniques annonçaient aussi des augmentations de 10% de leurs tarifs. A cela s'ajoutait bien sûr les premières hausses importantes des produits alimentaires, d'hygiène ainsi que de l'électricité et du carburant.

Mais ce n'était qu'un début. La hausse du gaz va passer à 78% en octobre et sera triplée à la fin de l'année (2). De la même source on indique même un quadruplement du prix au printemps 2023. Pour donner une idée de l'augmentation des produits alimentaires, indiquons celle du lait de 26%, du beurre de 21%, de la farine de 19% et des pâtes de 16%. Impossible pour le prolétaire de descendre en gamme de produit pour compenser ces hausses, il est déjà au plancher.

En mars, les spécialistes de l'enfumage économique, parlaient d'une augmentation du coût de la vie d'au moins 7% cette année. Aujourd'hui ils doivent avouer que c'est au moins 13% qui serait plus juste. Mais une banque américaine, la Citi, a prévu un renchérissement de 18% début 2023. Pour faire face à l'inflation, elle explique que la Banque d'Angleterre pourrait porter son taux d'intérêt à 6 ou 7%, alors qu'aujourd'hui après avoir déjà été augmenté il est à 1,75%. De quoi étrangler complètement le marché financier et renvoyer tous les investisseurs à la maison. Il faut remonter aux années de la crise pétrolière pour trouver une telle inflation. Au Royaume-Uni, en 1975, elle avait grimpé à 25% (3) pour redescendre à 16,9% «seulement» l'année suivante. La période de haute inflation durera jusqu'au début des années 1980.

Pour des millions de prolétaires il n'y a aujourd'hui qu'une seule alternative : manger ou se chauffer. La pauvreté s'est largement accrue. Selon diverses sources, 17,1% de la population vit en dessous du seuil de pauvreté, soit 10,5 millions d'habitants – 1 travailleur sur 8. L'UNICEF considère que 4 millions d'enfants sont en dessous de ce seuil et que 20% de ces pauvres (dont 30% des enfants) sont en état d'«insécurité alimentaire»

LA MOBILISATION DES TRAVAILLEURS EST CONTENUE DANS LES GRÈVES «SYNCHRONISÉES» ORGANISÉES PAR LES SYNDICATS

Pour contrer ces violentes attaques du capital contre l'essentiel même de leur survie, les prolétaires de Grande-Bretagne se sont mobilisés dès le début de l'année, mais c'est surtout à partir de juillet que les mouvements de grève ont commencé à se répandre. L'axe revendicatif des luttes ne se discute pas : c'est la question des augmentations de salaires pour faire face à l'inflation. Dans l'idéal où préexisterait une expérience de la lutte de classe, cela aurait été une formidable base revendicative pour **unifier** et **fondre** toutes les grèves dans un seul bloc ouvrier. Ce ne fut de loin pas le cas.

En août démarrent les grèves dans les transports. Chez les cheminots, faisant suite à l'échec des négociations, des mouvements avaient déjà eu lieu les 21, 23 et 25 juin et le 27 juillet. Les syndicats RMT et TSSA (4) organisent le mouvement selon la tactique des «grèves coordonnées» ou «grèves synchronisées». Suivant cette méthode pour casser la force et l'impact des luttes, les transports publics se mettent en grève les 18 et 20 août. 50'000 travailleurs sont concernés par le mouvement. Mais les conducteurs de train du syndicat ASLEF (5) ne seront pas associés à la grève de RMT et TSSA. Ils feront grève le 30 juillet et le 13 août, 9 compagnies ferroviaires sur 13 seront touchées. Le 19 août c'est le métro londonien qui fait grève, les conducteurs de bus seront aussi à l'arrêt.

Le 3 août une grève spontanée (que les bourgeois anglais taxent de «grève sauvage») éclate chez Amazon à Tilbury. La direction proposait 3% d'augmentation de salaire alors que l'inflation était déjà à 9,4% en juin. Le salaire proposé par Amazon était de 11,45 Livres à l'heure, alors que les travailleurs réclamaient 15 Livres. Des arrêts de travail auront aussi lieu chez Amazon de Coventry et de Bristol.

Le 21 août débute une grève «synchronisée» de 8 jours des dockers de Felixstone (1900 grévistes sur 2500 employés). Là aussi les revendications concernent l'augmentation des salaires. A Liverpool les dockers ont également voté pour la grève, mais les dates «synchronisées» ne sont pas encore connues au moment où nous écrivons (6).

Les travailleurs de BT (British Telecom) se mettent aussi en grève, toujours sous cette forme égrenée qu'imposent les directions syndicales, en l'occurrence celle du CWU (7). Elle va se fractionner tout au long de l'été, le 29 juillet, le 1^{er} août et d'autres journées de grève sont prévues les 30 et 31 août. 40'000 travailleurs sont concernés par la grève.

Les postiers de la Royal Mail votent à 97% des 100'000 travailleurs en faveur de la grève. Leur mouvement va aussi devoir se fractionner sur 3 jours, les 26, 27 et 30 août. C'est aussi l'œuvre du syndicat CWU.

Il y a d'autres secteurs qui se mettent en grève : dans les raffineries et centrales électriques, semble-t-il, mais sous réserve, de manière plus spontanée.

Viendra enfin le tour des secteurs de la fonction publique qui commence à se mobiliser : les enseignants, les pompiers, le personnel soignant, les éboueurs, le personnel des aéroports et aussi les travailleurs dans le secteur industriel. Mais le poids des syndicats officiels est tel que leurs grèves n'échapperont pas à leur organisation «synchronisée» et verrouillée.

LE RÔLE SERVILE DES SYNDICATS

Ce qui frappe dans toutes ces grèves, c'est leur totale dispersion dans l'organisation et dans le calendrier, c'est leur compartimentage étanche les unes des autres, alors que très théoriquement les puissants syndicats britanniques auraient la capacité de mobiliser tout le monde dans un seul mouvement. Mais ce serait leur demander d'être ce qu'ils ne sont absolument pas et ce serait une erreur fatale ne serait-ce que d'y songer. Pourtant, mais c'est un autre sujet, une partie de la dite extrême-gauche courtise certains syndicats comme le RMT.

En fait les syndicats remplissent minutieusement et avec efficacité leur rôle de garant de la paix sociale et de l'ordre public dans un moment historique où tout peut déraiser socialement et la bourgeoisie se retrouver face à un adversaire de classe libre et indépendant des contraintes bureaucratiques syndicales qui ne s'en laisserait pas conter et ferait usage de ses propres armes de classe. Leur stratégie est de hacher menu les grèves en contrôlant leur organisation, leurs objectifs, en sapant toute volonté des prolétaires d'en découdre directement avec leurs patrons et ainsi de faire le moins de mal possible aux intérêts de l'économie nationale, aux instances politiques du pays et aux classes dominantes confortablement assises sur leur fortune personnelle. A cette stratégie de fractionnement et de division se combine habilement les carcans et limitations juridiques pour permettre l'organisation des grèves. La politique syndicale de contrôle social est largement facilitée grâce à l'arsenal légal de l'Etat, qui impose une infernale course d'obstacles procéduriers pour valider une grève et qui en dépit des éventuels cris d'orfraie de certains bureaucrates syndicaux, reçoit en réalité le parfait consentement de leurs appareils. La codification légale des grèves donne le cadre, les outils et la justification politique aux directions syndicales de leurs méthodes anti-ouvrières, elle renforce leur appareil bureaucratique.

Ces procédures ont une histoire qui remonte aux grandes grèves des mineurs de 1984-1985 écrasées par la brutale répression étatique conduite alors par l'impitoyable Margaret Thatcher. Après avoir écrasé les grèves, le gouvernement anglais imposera toute une série de lois et d'entraves légales pour empêcher dans le futur les prolétaires d'organiser des grèves dans les entreprises, privées comme publiques. Toutes ces restrictions ont eu pour effet de renforcer la puissance du contrôle syndical sur la classe ouvrière. Désormais, les prolétaires ne peuvent plus aussi facilement échapper à la mainmise des syndicats sur la direction de leurs luttes ou sur l'organisation classiste de la solidarité. L'appareil syndical et ses spécialistes de la loi apparaît comme le moyen incontournable de surmonter les écueils procéduriers pour rendre légale une grève. Et s'il existe un secrétaire syndical qui n'est pas à l'aise avec ces lois, il sait que l'épée des sanctions judiciaires lui tombera sur la tête s'il ne les suit pas à la lettre, alors il se rangera et finira par s'habituer...

En quoi consiste cet arsenal juridique ?

- Pour déclencher une grève légalement dans une entreprise, les prolétaires doivent organiser un vote de tous leurs adhérents au syndicat et obtenir au moins 40% de voix favorables. Cette procédure est évidemment un frein à la spontanéité et l'indépendance d'organisation des luttes et commençant par dévorer de l'énergie inutile et du temps, des semaines pour les grandes entreprises. Autant de temps de gagné pour les patrons afin d'organiser leur riposte, notamment en divisant et démoralisant les travailleurs, en introduisant dans leurs rangs l'hésitation pour saper leur détermination.

- Obtenir la majorité des adhérents en faveur de la grève est nécessaire, mais n'est pas une condition suffisante. Il faut encore obtenir un quorum minimum de votants. Un minimum de participation au vote de 50% est obligatoire.

- Les grèves de solidarité d'une catégorie de prolétaires autre que celle des grévistes ou d'autres entreprises du même secteur sont tout simplement interdites.

- La loi autorise l'intervention de jaunes (des travailleurs intérimaires ou soumis au sordide «contrat zéro») pour remplacer les grévistes et interdit évidemment aux piquets de grève, sous peine de sanctions, de s'opposer à leur entrée dans l'entreprise (dans la pratique, la police est toujours présente pour assurer cet accès et éviter tout contact des jaunes avec les grévistes qui pourraient les convaincre de faire demi-tour).

Toutes ces lois anti-ouvrières portent évidemment aussi la signature du parti travailliste. Il était trop heureux de la protection qu'elles lui assuraient du temps où il tenait le gouvernail de l'Etat.

Dans le mouvement de grèves cette année, les syndicats ont donc une mainmise totale sur la décision de déclencher, orienter et diriger les grèves. Ils les organisent comme on tranche un saucisson pour éparpiller ensuite les tranches sur la table. Cette méthode de dispersion sous prétexte de «synchronisation» et de «coordination» interdit aux prolétaires toute **continuité dans l'action** et bloque toute **convergence et unité** de leurs luttes entre-elles.

La bourgeoisie et les patrons en particulier ne peuvent pas ne pas penser que les attaques brutales sur les conditions de vie de la classe ouvrière, ne vont pas la faire réagir. Ils sont prêts au combat et leur première mesure dans cette guerre entre classes est d'affaiblir les prolétaires en confinant leurs luttes dans les stratégies syndicales de division, de limitation et de fractionnement de la durée des grèves et bien sûr de respect des lois et règlements restreignant sous peine de sanction judiciaire tous les élargissements et extensions possibles. Patrons et syndicats sont donc intimement associés pour casser tout mouvement classiste des prolétaires.

Le RMT se félicite même d'avoir brillamment et efficacement organisé les grèves, dites «synchronisées» (8). Mais de quelle synchronisation parle-t-on ? Le mot «synchronisation» cache habilement ce qui n'est que dispersion et isolement. Ils ne «synchronisent» pas pour faire des luttes entre catégories différentes de travailleurs un **bloc compact**, agissant simultanément dans le même temps du calendrier, mais pour empêcher les travailleurs de s'unir dans un **front uni et solidaire**.

Le RMT (et ses consœurs syndicales ne sont pas en reste) a aussi un objectif politique bourgeois : contribuer à entraver le gouvernement conservateur dans ses prérogatives dès que le ou la première ministre sera connue. Mick Lynch, le secrétaire général, déclarait à ce propos : «Si nous pouvons amener les entreprises à négocier librement sans être lié par le gouvernement, nous pouvons négocier [forcément au rabais, Ndlr] un règlement dans ce différend et faire fonctionner à nouveau les chemins de fer à pleine vitesse.» (9) Le RMT qui fait tout pour ne pas unifier les grèves, appelle aussi par la voix de Lynch à la grève générale (sic !) si Liz Truss - conservatrice en lice pour remplacer Boris Johnson et qui a déjà promis du sang, des larmes et de la sueur aux prolétaires - était élue début septembre à la tête du gouvernement. C'est de l'esbrouffe qui ne fait peur à personne et qui est surtout ridicule, mais cela révèle que les syndicats veulent aussi poser leurs conditions à leur engagement pour assurer la paix sociale en maintenant la lutte ouvrière dans les limites admissibles pour le capitalisme et ses agents de toutes sortes. «Ne nous compliquez pas la tâche!» semblent-ils dire aux radicaux du parti conservateur.

La situation de dégradation générale et profonde des conditions de vie de la classe ouvrière a donc aujourd'hui une cause commune pour tous les travailleurs et dans tous les pays, indistinctement de leur nationalité, de leur sexe, de leur âge, de leur couleur, de leur métier, etc. : l'inflation. L'histoire donne à la classe ouvrière une occasion formidable de pouvoir unifier ses revendications sur une seule base revendicative, celle de la lutte salariale et du pouvoir d'achat. Rarement le contexte n'a été aussi favorable pour qu'elle oriente et organise sa lutte immédiate dans un seul front contre son ennemi unique, le capitalisme. La bourgeoisie, l'opportunisme et réformisme politique, les syndicats de collaboration de classe le savent bien et agissent tous, chacun sur son terrain et avec ses responsabilités propres, en gardant quelques apparences de désaccord, pour éviter ce risque cauchemardesque de la lutte de classe qui pourrait renaître.

LE LABOUR PARTY CONTRE LES GRÈVES

Les travaillistes du Labour, face aux apparentes fissurations du parti conservateur, se préparent à regouverner un jour le pays, ce n'est plus un scoop. Ils annoncent déjà la couleur à la classe ouvrière : leur «réformisme» sera musclé et intolérant à toute velléité de lutte des prolétaires.

Keir Starmer, le nouveau dirigeant du parti depuis mars 2022 après Jeremy Corbyn, est très clair à ce sujet. A peine prises ses fonctions de chef du Labour, il a interdit aux membres responsables de son parti, députés ou ministres fantômes (10), de se montrer aux piquets de grève et déclaré qu'il sanctionnerait toute indiscipline à ce sujet, ce qu'il a fait d'ailleurs. Starmer qui entend montrer sa «responsabilité» vis-à-vis de l'ordre social et de l'économie nationale, est clairement antigreve et le fait savoir à la fois à la bourgeoisie, à l'interne de son parti et aux prolétaires. On sait maintenant de quelle façon il veut mettre ses vœux de nouveau chef travailliste en œuvre : «*C'est un honneur, disait-il à sa nomination, et un privilège d'être élu chef du parti travailliste. Je conduirai ce grand parti vers une nouvelle ère, avec confiance et espoir, afin que le moment venu nous puissions servir notre pays au gouvernement.*» L'ère qu'il appelle de tous ces vœux ne sera pas rose pour les prolétaires !

Dans le «Guardian» on peut lire un article du 2.08.2022 de John Mc Ternan, ex-directeur des affaires politiques de Tony Blair, s'adressant aux travaillistes. Article édifiant : «*Les grèves sont des conflits entre les travailleurs et la direction, et ils sont résolus entre eux. (...) Lorsque le parti a été fondé, c'était en tant que parti parlementaire déclaré pour réaliser les objectifs plus large du mouvement (...) pas pour encourager en marge des conflits du travail. (...) Pour être un gouvernement alternatif en attente, vous devez montrer que vous gouvernez pour la nation, pas pour la fraction.*» (11)

La servilité du parti travailliste est telle que les élus travaillistes de Coventry ont eux-mêmes engagé contractuellement des travailleurs intérimaires pour briser la grève des 70 éboueurs en lutte pour des augmentations de salaire, en mars 2022.

Il n'y a vraiment que les trotskistes en Grande-Bretagne qui puissent songer à transformer le Labour en fer de lance de la révolution !

RETROUVER LA VOIE DE LA LUTTE DE CLASSE

Ce qui se passe en Grande-Bretagne est une énième démonstration que l'Etat bourgeois démocratique répartit les fonctions et les rôles entre les différentes forces politiques bourgeoises et syndicales, pour endiguer les réactions de lutte du prolétariat contre les attaques capitalistes sur ses conditions de vie.

C'est dans cet objectif que les syndicats planifient, organisent et pratiquent des formes de grèves totalement atomisées en divisant les luttes en autant de particules possibles se repoussant les unes des autres. Quand ils appellent à la grève : méfiance ! Ce n'est que dans l'objectif d'en faire un levier pour ouvrir des négociations entreprise par entreprise et d'éteindre rapidement l'incendie de contre-feu qu'ils ont contribué à allumer.

Les prolétaires ne doivent pas se laisser enfermer dans ce jeu de dupe infernal, où leur volonté et détermination de lutte sont réduites à néant par l'action combinée des patrons-parlementaires-bonzes syndicaux. Le chemin vers la lutte de classe indépendante peut sembler long, mais c'est la seule voie qui mènera les prolétaires à la victoire dans ses combats contre la bourgeoisie, son Etat et ses laquais syndicaux et sociaux.

- **A bas les simulacres de grèves «synchronisées» !**
- **Pour la grève sans préavis ni limitation préalable de durée !**
- **Pour l'unité, la solidarité ouvrière, l'extension des luttes et les grèves de solidarité !**
- **Pour l'organisation indépendante des prolétaires !**
- **A bas les lois antigreve ! Seule la lutte de classe brisera le carcan de ces lois !**

parti communiste international

(1) «Le Temps», 4/01/2022 (2) www.francetvinfo.fr (3) www.economicshelp.org (4) Le RMT (National Union of Rail, Maritime and Transport) est le syndicat des transports publics. Son secrétaire général est Mick Lynch. Le TSSA (Transport Salaried Staffs' Association) est un syndicat des transports et de l'industrie de voyage. Son secrétaire général est Manuel Cortes. (5) L'ASLEF (Associated Society of Locomotive Engineers and Firemen). Syndicat des conducteurs de train et transports publics. Mike Whelan en est le secrétaire général. (6) A noter que les ports allemands de Hambourg, Bremerhaven et Wilhelmshaven se sont aussi mis en grève en août. (7) CWU (Communication Workers Union) est le syndicat des travailleurs de la communication. Dave Ward en est le secrétaire général (8) Dans cet article nous parlons de grèves «synchronisées» pour reprendre la terminologie du RMT. Ce type de grève s'apparente à celle des cheminots en France au printemps 2018, qui sera appelée «grève en pointillé» ou «grève intermittente». L'effet démoralisateur de ce type de grève n'est donc plus à démontrer. (9) <https://ukdaily.news> (10) Un «ministre fantôme» appartient au très officiel «gouvernement fantôme» (Shadow Cabinet) de l'opposition parlementaire, dont les ministères «fantômes» sont une copie miroir de ceux du gouvernement en fonction du Royaume. Chaque «ministre fantôme» de l'opposition est chargé de suivre la politique et les dossiers de son homologue qui exerce le pouvoir. (11) www.theguardian.com

Correspondance:

Programme, BP 57 428 69347 LYON CEDEX 07 www.pcint.org

- Imp. Spé. - 29/8/2022 supplément au Prolétaire n° 545

Lisez la presse du PCI: Le Proletaire / Programme Communiste / Communist Program / El Programa Comunista / El Proletario / Il Comunista / Proletarian